

Brochure n° 3295

Convention collective nationale  
IDCC : 1951. – **CABINETS OU ENTREPRISES  
D'EXPERTISES EN AUTOMOBILE**

---

AVENANT N° 43 DU 4 AVRIL 2012  
RELATIF À L'INDEMNITÉ MALADIE

NOR : ASET1250979M  
IDCC : 1951

---

Entre :

L'ANEA,

D'une part,

La FNSM CFTC ;

La fédération des sociétés d'études, de conseil et de prévention CGT ;

La fédération de l'assurance CFE-CGC ;

La FBA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 4.2 est annulé et remplacé comme suit :

« Article 4.2

En cas d'absence pour maladie ou accident du travail ou maladie professionnelle, le salarié doit, sauf cas de force majeure, en informer l'employeur dans les 48 heures et lui faire parvenir un certificat médical dans les 3 jours.

Le salarié qui répond aux conditions de l'article 3.6 de la présente convention perçoit, pendant le premier mois, 100 % de la rémunération qu'il aurait gagnée s'il avait continué à travailler. Un tel taux de rémunération est applicable à compter du premier jour de l'arrêt, dans la limite de trois arrêts sur une année civile. Au-delà, le taux sera appliqué à compter du quatrième jour de l'arrêt. Ce taux sera de 90 % pendant le deuxième mois qui suit et de 80 % le troisième mois <sup>(1)</sup>.

Pour les victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, aucune condition d'ancienneté n'est requise.

Lorsqu'un congé maladie commence une année civile et se poursuit l'année suivante, celui-ci doit être pris en compte au titre de la première année.

---

(1) Il faut comprendre par « mois » une période de 30 jours calendaires consécutifs liée au même événement (avenant du 15 avril 2004).

Les garanties ci-dessus s'entendent déduction faite des allocations que l'intéressé perçoit par la sécurité sociale. Ces garanties ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette que le salarié aurait perçue s'il avait continué à travailler.

Le régime de prévoyance défini au titre de la présente convention prend le relais, à compter du 91<sup>e</sup> jour, des obligations d'indemnisation des absences ou accidents prévues par le présent article. »

Fait à Paris, le 4 avril 2012.

(Suivent les signatures.)